

RECOMMANDATIONS

Il est temps pour les gouvernements, les entreprises et les collectivités de passer à l'action et de mettre en place des politiques et des pratiques favorisant l'adaptation, tout en cernant mieux les risques matériels et sociaux qui menacent le bien-être et la prospérité. Voici quelques recommandations stratégiques qui peuvent servir de point de départ :

1 Tous les ordres de gouvernement devraient augmenter considérablement le financement des mesures d'adaptation.

Le manque d'information sur les risques climatiques futurs ne devrait pas faire obstacle aux investissements en matière d'adaptation. Faire face aux risques liés au climat et renforcer la résilience nécessite l'implication d'une grande partie, si ce n'est la plupart, des initiatives et des programmes gouvernementaux. Le succès des mesures d'adaptation nécessite donc non seulement des ressources gouvernementales spécialisées en adaptation, mais aussi des mécanismes pour financer ces mesures et les intégrer aux programmes et aux investissements gouvernementaux existants, notamment en matière d'infrastructures, de soins de santé, d'affaires autochtones, de programmes pour le Nord, de développement économique, d'énergie, de sécurité publique, de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement. Pour y arriver, il faut évaluer de manière transparente les effets des programmes et des investissements gouvernementaux sur les risques climatiques actuels et futurs, ainsi que les coûts et les avantages des mesures d'adaptation et de résilience. Comme le montre notre analyse, certains obstacles entravent la mise en œuvre des mesures d'adaptation, mais ces dernières portent leurs fruits.

2 Le gouvernement fédéral devrait convier les autorités provinciales, territoriales, autochtones et municipales à élaborer ensemble une approche concertée pour gérer l'adaptation.

La nécessité de déployer rapidement des mesures d'adaptation à grande échelle dans tout le pays transcende les frontières administratives, géographiques et sectorielles. Ces mesures doivent être adaptées et mises en œuvre localement pour tenir compte du contexte environnant. La concertation permet toutefois de limiter les recoupements, les incohérences et les lacunes. Une approche coordonnée et collaborative permettrait d'établir des priorités, des objectifs et des indicateurs de progrès, de déterminer les rôles et les responsabilités, de cerner les politiques essentielles pour favoriser l'adaptation à petite, à moyenne et à grande échelle, et d'organiser le financement pour en tirer le meilleur parti.

3 Les gouvernements et les organismes de réglementation financière devraient systématiquement miser sur la transparence et communiquer les répercussions économiques et sociales des risques climatiques dans les secteurs public et privé.

Comme l'ont souligné le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques et le Groupe d'experts sur la finance durable du Canada, il est essentiel de faire preuve de transparence quant aux risques liés aux changements climatiques afin de rediriger les investissements vers les mesures de résilience plutôt que dans les secteurs à risque. Loin de s'arrêter aux règles de divulgation des

grandes sociétés cotées en bourse, cet impératif de transparence s'étend aussi aux risques climatiques qui pèsent sur les gouvernements, les collectivités et la population. Qu'ils soient intégrés à la cote de crédit du gouvernement ou aux inspections de bâtiments résidentiels, les renseignements communiqués aideront les gouvernements, les entreprises et la population à mieux se préparer aux changements climatiques. Ils permettront aussi d'orienter les investissements vers les solutions favorisant la résilience et d'encourager l'adoption de diverses mesures d'adaptation.

L'Institut poursuit ses recherches sur les coûts des changements climatiques afin de mettre en lumière ce que nous savons des changements qui se profilent à l'horizon, et ce que nous ignorons encore. Nos analyses signaleront la nécessité de planifier et de concevoir nos constructions, nos milieux de travail et nos modes de vie en fonction d'un climat changeant, malgré l'incertitude et le manque d'information. Nous offrirons aux gouvernements des conseils concrets sur les politiques et les investissements qui permettraient de généraliser des pratiques d'adapta-

tion intelligentes dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions du pays.

Les décisions en matière de politiques et d'investissements doivent tenir compte des coûts connus qui constituent la pointe de l'iceberg, ainsi que des risques incertains dissimulés sous la surface. Les menaces qui nous guettent sont de taille, mais une prévoyance accrue et une bonne utilisation de nos connaissances actuelles nous permettront de corriger le tir et de cheminer vers un avenir résilient et prospère.



© Pacific Northwest Regional Architecture

Trois actions que pourraient prendre les gouvernements pour faire des changements climatiques une priorité nationale:



Augmenter significativement l'investissement public en matière d'adaptation.



Travailler avec d'autres gouvernements au Canada pour améliorer efficacité et coordination.



Améliorer la divulgation des données liées aux risques physiques des changements climatiques pour mieux planifier et investir.

L'incertitude inhérente aux changements climatiques exige d'agir de manière décisive sur ce que nous savons déjà tout en développant une meilleure prospective.